

A droite, surenchères libérales et sécuritaires en vue de la primaire de novembre 2016

dimanche 22 mai 2016, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2016).

La victoire lors de la prochaine élection présidentielle semble jouable pour la droite... La côte de popularité de Hollande est mauvaise, ses chances d'arriver au second tour sont faibles, la contestation radicale de la loi El Khomri et de son monde signe une rupture profonde entre cette gauche et une grande partie de la jeunesse et du salariat, secteurs importants de son électorat traditionnel. Mais la première étape, pour la dizaine de candidatEs déclarés à droite, est d'abord de gagner la primaire de novembre 2016.

À ce stade, les projets des principaux candidats à la primaire se rejoignent, sans surprise... Il s'agit de continuer, en l'accélérant, la politique de Hollande en matière de casse du code du travail : remise en cause des 35 heures, inversion des normes de législation sociale, réduction des minima sociaux, contrat de travail en CDI avec clauses de licenciement automatiques si baisse des parts de marché de l'entreprise, remise en cause drastique de la place et du rôle des syndicats, dégressivité des indemnités chômage... En ajoutant à tout cela la suppression de l'ISF, la baisse de 100 milliards des dépenses, la diminution des impôts sur les profits, la suppression de 250 000 postes dans la fonction publique. C'est ce qu'exprime de manière brutale Fillon : « J'obtiendrai la fin de l'assistanat et du tout gratuit »...

En matière de sécurité, c'est le renforcement des effectifs de police et de gendarmerie, la lutte contre l'immigration par l'immigration choisie selon les besoins économiques, la création de places de prison pour l'application de la tolérance zéro.

Pour quel électorat ?

Ce sont des programmes au service d'une classe : la grande majorité du patronat français votera donc pour le candidat de droite qui portera ces orientations. Mais il faut bien sûr convaincre un électorat bien plus nombreux pour espérer gagner l'élection présidentielle.

La primaire permet de désigner le candidat de la droite mais aussi de s'adresser plus largement, à coups de livres, d'interviews, de scoops, aux électeurs des autres formations politiques et aux abstentionnistes. Car, entre une gauche de droite, qui a donné des preuves fortes d'engagement au service du patronat, un Front national en capacité comme il l'a déjà démontré de rassembler les populations déçues de la gauche comme de la droite et qui sera sans doute au second tour, la voie doit être soigneusement choisie.

Il leur faut donc mettre en place des stratégies pour cibler d'éventuels électorats au-delà de la droite. Et c'est sans doute sur ce point que les candidats se distinguent.

Et quel casting ?

Sarkozy agace profondément une partie de l'électorat de droite par ses excès... et celui de gauche par la politique agressive et scandaleuse contre les classes populaires qu'il a conduite quand il était président. Il tente d'attirer les électeurs du FN en insistant sur les questions identitaires et

sécuritaires, la « grandeur de la France à retrouver », en rejouant les scénarios de la peur de l'autre. Au risque que les électeurs préfèrent l'original à la copie et votent extrême droite.

À l'autre bout de leur échiquier, Juppé, candidat de la droite et du centre, espère rallier les dégoûtés du PS et ceux du centre. La prestation est donc différente : Juppé aime à rappeler qu'il rassemble sur son nom des électeurs de droite et de gauche depuis 20 ans à Bordeaux. Il se présente comme quelqu'un qui rassure, clairement homme de droite, mais compréhensif de certaines questions sociétales. Il veut « une France forte et apaisée »...

Mais au-delà de la forme et du style, primaire oblige, pas grand-chose ne sépare les deux principaux prétendants à la casse sociale qu'ils veulent continuer en 2017.

Roseline Vachetta

P.-S.

* « État espagnol : Vers Unidos podemos ». Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 337 (19/05/2016) :